
Réflexion sur les émeutes dans *En attendant le vote des bêtes sauvages* d'Ahmadou Kourouma et *Né un mardi* d'Elnathan John

Lucien Bindi Ngouté
Université de Maroua - Cameroun
bindilucien@yahoo.fr
Jean Rekdäï Jean Zamba
Université de Maroua - Cameroun
Jenzamba89@gmail.com

Résumé

Les années 1990 marquent un tournant important dans l'histoire de l'Afrique ; plusieurs pays connaissent une certaine ouverture démocratique. L'acquisition de ces libertés s'est faite dans de conflits socio-politiques qui ont plongé les sociétés dans le chaos. La sédimentation des frustrations sociales exacerbe les colères et poussent les populations dans les rues. La grève devient ainsi le moyen de pression avec des corollaires comme la violence, le vandalisme, des attaques meurtrières etc. Seulement les émeutes observées avec l'ouverture démocratique ont donné lieu à d'autres émeutes liées aux libertés acquises. La religion dans les nouvelles sociétés démocratiques devient ainsi un sujet qui vient changer le paradigme des soulèvements sociaux. L'article a pour objectif d'interroger dans une perspective sociocritique les transformations et les changements opérés dans les revendications qui mènent aux émeutes dans *En attendant le vote des bêtes sauvages* d'Ahmadou Kourouma et *Né un mardi* d'Elnathan John. On pourra constater à terme que ces émeutes mal exprimées ou mal négociées bien qu'étant filles de leur temps, obéissent à des intérêts qui ne vont pas toujours dans le sens des aspirations sociales légitimes.

Mots-clés : Conflits socio-politiques, Émeutes, Libertés, Religion.

Introduction

L'émeute peut-être appréhendée comme un soulèvement dans le peuple. C'est donc une révolte contre une puissance établie. Elle est récurrente dans

Date de réception : 01/05/2022

Date de publication : 01/06/2022

les sociétés contemporaines tant dans le domaine sociopolitique qu'inter-confessionnel. En effet, les textes littéraires de ces dernières décennies témoignent à suffisance de la recrudescence des soulèvements des masses qui ont engendré d'autres émeutes, lesquelles ont d'une part, plongé la société dans le chaos, et d'autre part, conduit certaines communautés sur le champ de la liberté démocratique. *En attendant le vote des bêtes sauvages* d'Ahmadou Kourouma et *Né un mardi* d'Elnathan John abordent la question des remous populaires à de périodes différentes. La première au début des années 1990 et la deuxième dans les années 2000. Les libertés acquises dans les années 1990 font naître d'autres préoccupations sociétales. Au nom de la liberté de croyance, des groupes religieux se posent désormais comme un nouveau défi pour le développement social. On se pose la question de savoir comment est traitée la question émeutière dans ces deux œuvres. Où trouve-t-elle son fondement? Comment s'opère le glissement entre soulèvements sociopolitiques et révoltes religieuses? À travers la démarche sociocritique qui privilégie le rapport étroit entre le texte et la société qui l'a vu naître, telles sont quelques questions qui feront l'objet d'une tentative de réponses au cours des analyses.

1- Les origines d'une crise

Les soulèvements populaires s'originent en général dans la sédimentation des frustrations politiques, sociales, économiques etc. *En attendant le vote des bêtes sauvages* d'Ahmadou Kourouma aborde le problème de remous sociaux qui secouent la plupart des pays africains dans les années 1990. Dans le pays de Koyaga le personnage principal et également Président de la République du Golfe, il a été instauré au sommet de l'État un système de fêtes, de prébendes distribuées grassement, de favoritisme et de népotisme qui conduisent le pays à la ruine. À partir du moment où les caisses sont vides, l'État se trouve dans l'impossibilité de payer ses fonctionnaires. Malheureusement le contexte politique international connaît de mutations profondes avec la chute du mur de Berlin, la fin de la guerre froide et les nouvelles exigences des bailleurs de fonds. À la conférence des Chefs d'État d'Afrique et de France qui se tient à La Baule, le Président français François Mitterrand recommande aux Chefs d'Etat africains de changer de politique en passant de la dictature à l'ouverture démocratique. Cette recommandation qui est en fait une injonction devient la condition de toute aide : « *La France a utilisé cette déclaration comme prétexte et comme date pour arrêter de*

Date de réception : 01/05/2022

Date de publication : 01/06/2022

régler automatiquement les émoluments des fonctionnaires des dictatures francophones dont les trésors publics sont en cessation de paiement. La France exige du dictateur qu'il signe au préalable un PAS¹ avec le FMI. » (Kourouma, 1998 : 344).

La conséquence logique de cet état de choses est que l'État n'arrive plus à recruter, à octroyer des bourses, à payer ses dettes internes et externes. Il devient évident que même le paiement des salaires des fonctionnaires devient impossible. Quand à cela s'ajoute la dictature installée par les différents Présidents de la République, les raisons d'une implosion sociale deviennent réelles : *« Jusqu'ici, les choses en République du Golfe avaient été bipolaires et limpides ; tout se traitait, se combinait, se jouait entre deux partenaires. Le pouvoir autoritaire et le peuple résigné. En haut, vous le dictateur arrogant, votre armée, votre parti, vos caudataires, vos agents de renseignement. En bas, les paysans abrutis par leurs croyances et leurs misères, patients et muets. »* (Kourouma, 1998 : 345-346).

Le Président Koyaga concentre tous les pouvoirs et n'accorde aucune réelle liberté au peuple. Grâce à son armée, son Ministre de l'idéologie en la personne de Maclélio et ses nombreux marabouts, il a réussi à assujettir le peuple. La propagande continuelle sur ses pouvoirs magiques en tant que chasseur exceptionnel ont fait de lui un demi-dieu. Seulement le marasme économique dans lequel plonge le pays achève de briser le dernier rempart de la peur chez les citoyens. En effet, plusieurs jeunes n'arrivent plus à présenter des concours du fait de la crise. Par ailleurs la grogne s'installe dans le rang des fonctionnaires car n'ayant plus de salaires ; les travailleurs du secteur privé ne sont pas épargnés : *« La crise s'aggrava. Au dernier moment, à ceux qu'un enseignement inadapté avait jetés dans la rue et les marchés, se joignirent tous les jeunes travailleurs que les compressions de personnel, la fermeture et les restructurations des entreprises avaient chassés des ateliers et des bureaux. C'est ce monde hétéroclite et mûri par les épreuves, les injustices et les mensonges qui - quand l'heure de sauter de la dictature à la démocratie sonna-prit en charge le destin de la République*

¹ Programme ou Politique d'Ajustement Structurel. Il s'agit des réformes économiques faites d'austérité, de privatisation du secteur public, de libéralisation de l'économie... mises sur pied par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ayant pour objectif de permettre aux pays pauvres de sortir de la crise économique engendrée par le surendettement, les deux premiers chocs pétroliers (1973 et 1979) et la baisse des prix de matières premières.

du Golfe ». (Kourouma, 1998 : 347-348). Il devient évident que tous les ingrédients d'une implosion sociale sont rassemblés pour produire le plus violent des cocktails, au vu du taux de chômage chronique qui sévit dans la plupart des pays mis en scène dans le roman.

2- L'implosion sociale

L'atmosphère sociale délétère qui règne dans *En attendant le vote des bêtes sauvages* conduit les populations à la révolte, laquelle est exprimée de la manière la plus violente. En effet à défaut d'obtenir de l'État les services les plus régaliens, les citoyens choisissent le soulèvement populaire. Il y a lieu de remarquer le fait que ceux qui le font sont d'origines, de classes sociales, d'âges divers. Mus par les frustrations engendrées par un régime cannibale qui broie les libertés pour conserver le pouvoir à tout prix et à tous les prix, réduit hommes et femmes à ce qu'il y a de plus infra humain, « les damnés » de la République du Golfe prennent leur destin en main. Les émeutiers ne s'embarassant pas de scrupules car n'ayant rien à perdre mais beaucoup à gagner, se livrent à des casses de toutes sortes (Kourouma, 1998 : 353). Ces actes de vandalisme plongent le pays dans un climat de terreur. Par contagion, tous ceux qui ont été frustrés d'une manière ou d'une autre par le gouvernement en place essaient de prendre leur revanche. C'est cet état des choses qui fait souffler un vent de chaos à la limite apocalyptique : « *La fureur destructrice des déscolarisés [...] s'était exercée sur les commissariats de police isolés, certains établissements publics, mais surtout elle s'était attaquée aux maternités de la maman et aux fontaines de Bokano. Les bilakoros (les déscolarisés) arrivaient devant une maternité, y pénétraient, sortaient les lits avec les mères et les bébés, pillaient l'établissement avant d'y mettre le feu. Les fontaines étaient systématiquement saccagées, anéanties. Les bilakoros ne furent pas les seuls pris par le vandalisme, l'annihilation. Les écoliers s'en prirent à leurs bancs, leurs tableaux noirs, leurs classes et leurs maîtres. Des lépreux libidineux violèrent les religieuses qui les soignaient.* » (Kourouma, 1998 : 357).

Il s'agit ici d'une sorte de folie collective qui plonge tout le pays dans une logique illogique et fait de n'importe qui le coupable de n'importe quel revers du destin. Il est indubitable que c'est le produit des haines, des peines et des chaînes qui jusque là se sont accumulées, sédimentées et ont fait des citoyens des sortes de bombes à retardement. Au-delà de la fiction, il faut dire qu'au début des années 1990 plusieurs pays africains connaissent les

bouleversements sociaux analysés plus haut. Les pays comme le Cameroun, le Togo, le Bénin, le Mali, le Nigéria et bien d'autres vivent des émeutes. La folie destructrice que nous avons dans le roman n'est qu'une illustration de ce qui se passe dans nombre de pays africains en cette période. Le cas du Mali peut nous éclairer : « *Ivre de colère, la foule se bouscule pour franchir la grille du ministère de la Fonction Publique. En quelques heures, ce 25 mars 1991, les émeutiers de Bamako vont tout saccager. À coups de barres de fer, de bâtons, ils détruisent le mobilier, les chaises, les bureaux, balancent les tables dans la cour pavée, vident les armoires, renversent sur le sol jonché de débris, des milliers de formulaires administratifs, autant de symboles, pour eux, de plus de vingt ans d'incurie du régime qui est en train de tomber. Dehors, pendant ce temps, d'autres ont entrepris d'incendier les véhicules dans la cour. La berline du ministre n'est bientôt plus qu'un amas de tôles calcinées. Une dizaine de véhicules administratifs subissent le même sort.* » (Coste et alii, 1991 :125).

Entre le roman et la réalité, il y a ainsi une « homologie rigoureuse » (Goldman, 1964 : 36) qui fait de la fiction un vaste champ référentiel qui interpelle en permanence la réalité vécue des hommes. Comme dans les faits historiques, la seule issue devient la convocation d'une conférence nationale souveraine qui pourrait limiter considérablement la plongée dans l'abîme de la sédition et de l'anarchie.

Il s'agit pour les conférenciers de dénoncer les abus de toutes sortes subis par le peuple depuis des décennies et de déposer le gouvernement en place. L'exorcisme social devient le but même de la Conférence nationale souveraine. L'on veut repartir sur de nouvelles bases qui prennent en compte les intérêts de tous (Kourouma, 1998 : 364). Ainsi ce sont des ambitions nobles qui animent ceux qui se révoltent contre l'Ordre du régime de Koyaga. Le pays a tellement subi les affres de la dictature qu'il y a lieu de tout recommencer, de tout recréer, de rentrer dans une sorte d'*incipit vita nova* qui remettrait l'Homme au centre des préoccupations principales de la société. Malheureusement ceux qui se font la voix du peuple et qui veulent indiquer la voie à suivre se laissent séduire pas les intérêts égoïstes. La dénonciation de la corruption, de l'enrichissement illicite du régime et de la dictature ayant muselé le peuple se transforme en une vaste opération de reproduction des tares combattues. Les Délégués se fixent des per diem quotidiens exorbitants dans un pays à l'économie presque exsangue. Et c'est naturellement qu'ils ont la même attitude que ceux qu'ils sont censés

Date de réception : 01/05/2022

Date de publication : 01/06/2022

combattre : « *Les délégués des déscolarisés, bilakoros avec les soixante mille de per diem s'étaient trouvés riches, trop riches du jour au lendemain. Ils n'avaient consenti par solidarité de rétrocéder à leurs mandants qu'une avaricieuse partie de leur manne.* » (Kourouma, 1998 : 367). Quand on sait que cet événement dure six mois, on comprend le gouffre financier qu'il constitue. Or jusque là le peuple n'a pu profiter des retombées de la gestion des richesses du pays qu'à travers une corruption organisée, une manne attribuée à la magnanimité du Président de la République. Cet état de choses préfigure l'échec de la conférence nationale, ce qui donne l'occasion à un Président comme Koyaga de se repositionner politiquement.

Sa stratégie est simple : utiliser les maigres ressources du Trésor public et sa fortune personnelle dans un contexte d'anomie pour revenir aux affaires. Avec la sécheresse financière, il prend volontairement la figure du messie, du Père qui n'oublie pas ses enfants malgré le péché commis. Sa résidence devient le lieu où tous les chômeurs et nécessiteux peuvent avoir à manger. De ce fait, chacune de ses sorties est applaudie avec ferveur et danses, ce que Koyaga accompagne de force billets de banque (Kourouma, 1998 : 368). On peut ainsi inférer que Koyaga reconquiert progressivement la sympathie d'une partie du peuple. Ce qui revient à dire qu'en réalité, la bourrasque de la conférence nationale n'a pas servi à grand-chose ; on imagine bien que cet individu reprendra et continuera d'entretenir les anciennes habitudes de gestion. Ce qui est dit des émeutes sociopolitiques et des solutions apportées dans le roman est ce qui se voit dans la réalité. Dans la plupart des cas, les conférences nationales ont constitué des gouffres financiers car ceux qui y participent reçoivent des *per diem* qui ruinent l'État. Au Congo de Sassou Nguesso par exemple, la conférence nationale a coûté 3.5 milliards de francs pour une durée de trois mois alors que l'État est incapable de payer les salaires des fonctionnaires. (Coste et alii, 1991 : 127). Dans la plupart des cas, les soulèvements populaires liés à la quête des libertés socio-politiques, s'ils ont abouti à la pluralité idéologique et à certaines libertés, n'ont pas pu changer fondamentalement l'esprit des régimes en place. Il est obtenu une société dite démocratique qui reprend à son compte les anciennes méthodes de gestion du pouvoir qui ont fait le lit de la dictature. Il devient donc pertinent d'avancer que l'avènement des libertés socio-politiques n'a pas désamorcé les tensions sociales. De ce fait, l'instabilité socio-politique se perpétue dans une société démocratique qui se revendique libre.

3-Des émeutes socio-politiques

Le titre même du roman *En attendant le vote des bêtes sauvages* pourrait relever du conte. Il renvoie à un monde où la frontière entre le monde des animaux et celui des hommes n'existerait pas. Dès le titre, nous avons l'image du conte moderne qui met côte à côte le suffrage universel principe cher à la démocratie et la logique du monde animal caractérisé par le désordre, l'inorganisation et l'abus de pouvoir des plus forts. Le droit de vote renforcé par le pluralisme idéologique qu'implique la démocratie met en scène d'autres formes de revendications qui met aux prises les nouveaux acteurs politiques qui veulent à leur manière contrôler une grande partie du champ politique qui a été libéré par les pouvoirs issus des indépendances.

La diégèse de *Né un mardi* d'Elnathan John se situe entre les années 2003 et 2010. Cette période est caractérisée dans l'œuvre par une atmosphère particulière liée aux élections. Les partis en lice se livrent à une bataille farouche. Le Petit Parti dont le fief est à Bayan Layi n'étant pas satisfait du résultat car soupçonnant le Grand Parti de fraude, recrute des enfants de la rue aux fins de semer la terreur. Le milieu où vivent ces jeunes préfigure déjà les comportements qui seront observés plus tard. En effet il est remarqué que « *Personne n'interrompt la bagarre à Bayan Layi, sauf si quelqu'un est sur le point de se faire tuer ou si la bagarre n'est vraiment pas équitable* » (John, 2019 :17). Dantala le personnage principal qui est parmi les recrues ne cache pas son penchant pour l'hémoglobine : « *J'aime bien utiliser les objets tranchants quand je tabasse un voleur. J'aime bien la façon dont le sang gicle quand tu frappes* » (John, 2019 : 17). On comprend dès lors que ce sont des individus sans foi ni loi, des enfants de la rue qui sont instrumentalisés par un parti politique pour faire entendre sa voix. Ce parti joue ainsi sur le levier des destins brisés et de la paupérisation d'un quartier malfamé pour recruter.

Par ailleurs le Petit Parti pour se donner une bonne conscience adopte une attitude qui est paradoxale ; il accuse le Grand Parti de ce que lui-même fait, à savoir, le bourrage des urnes, l'inscription sur les listes électorales d'électeurs fictifs, de mineurs dont les âges ont été trafiqués ; ces enfants sont rémunérés à la fin de chaque vote. (John, 2019 : 22). Ces jeunes deviennent les principaux meneurs dans les casses qui sont enregistrées dans cette localité du Nigéria. Une remarque importante à faire est que le Petit Parti planifie soigneusement les soulèvements à venir en fournissant tout ce

Date de réception : 01/05/2022

Date de publication : 01/06/2022

qu'il faut pour détruire : machettes, dagues, bidons d'essence etc. (John, 2019 : 26). Les émeutiers ciblent particulièrement les lieux publics comme les marchés, les bureaux, les bâtiments de l'État. Ils prennent également le soin de s'en prendre aux commerces appartenant aux militants ou sympathisants du Grand parti. Le siège du parti adverse est le premier bâtiment à saccager. Dantala et tous ceux qui ont été recrutés, ivres de drogues dures, détruisent tout : « *On investit les lieux, détruisant le meubles, déchirant les papiers et les affiches, fouillant les tiroirs. On passe de salle en salle. [...] Banda a un demi-bidon d'essence à la main, tout comme le garçon qui brandissait son couteau derrière la mosquée. [...] Je gratte une allumette et la jette. [...] J'adore la façon dont le feu sort par la fenêtre et atteint le plafond* » (John, 2019 : 28). Les émeutiers n'ont qu'un seul leitmotiv qui est « brûler, hurler, couper, déchirer » (John, 2019 : 29). En effet ils découpent à la machette tous ceux qu'ils trouvent sur leur passage et brûlent systématiquement les corps. La conséquence est le climat de deuil et de désespoir qu'ils installent. L'intervention de la police est encore l'occasion de faire d'autres morts supplémentaires car ces forces de maintien de l'ordre tirent carrément dans la foule des émeutiers (John, 2019 : 30). Ces événements tragiques ruinent l'économie locale, corrompent les relations interpersonnelles et exacerbent davantage les tensions dues au climat social délétère qui a jusque là caractérisé Bayan Layi. S'il est vrai que ces émeutiers sont instrumentalisés par les partis politiques, il est tout aussi vrai qu'ils sont l'image même d'une société corrompue qui a démissionné face à ses responsabilités.

Dantala et ses nombreux congénères comme on l'a dit plus haut sont des enfants de la rue. En général la cause de cette situation réside dans la démission des parents ou le décès de ceux-ci. En ce qui concerne par exemple Dantala, il passe six ans sous la responsabilité de Malam Junaidu à l'école coranique. Orphelin de père et ayant une mère mendicante et presque folle, du jour au lendemain son maître le renvoie chez ses parents sans argent. C'est naturellement qu'il se retrouve dans la rue car n'ayant pas l'argent de transport nécessaire. Comme Dantala, la plupart de ces enfants ont des histoires particulières qui les font basculer dans les fourches caudines des drogues, de la délinquance et du vandalisme. De ce fait, ils sont considérés par la société comme des marginaux avec ce que cela suppose comme rejet et exclusion. Aussi les émeutes deviennent pour eux l'occasion de faire entendre leurs voix qui ont toujours été niées par des leaders

politiques et/ou religieux corrompus et mesquins. Par extension, ils en veulent à toute la société qui les maintient au ban. N'ayant plus d'issue possible dans un environnement qui les stigmatise, ils sont prêts à en découdre avec tout ce qu'ils considèrent comme obstacle sur leur chemin ; Christian Bachmann et Nicole Leguennec analysant le phénomène dans les banlieues le soulignent à suffisance : « *Contre qui se battent les émeutiers? Contre un ennemi sans visage. Contre ceux qui les nient quotidiennement, les condamnent à l'existence sociale et leur réservent un avenir en forme d'impasse [...] Aucun allié, aucune issue. L'univers symbolique des banlieues donne à lire un partage manichéen : les pauvres tristes et humiliés contre les riches puissants et envieux [...] S'il est une revendication qui s'affirme haut et clair, c'est bien celle d'une sensibilité à vif : obtenir un minimum de considération, bénéficier d'une reconnaissance, conquérir le respect. Ces deux sentiments forts, la sensation de l'impasse et la conscience du mépris, sont toujours à la racine des fureurs banlieusardes* » (Bachmann/Leguennec, 1996 : 335-336).

Il est clair que les émeutiers se soulèvent contre un système qui fonctionne en marge de ce que prévoit la réglementation. S'il est vrai que la plupart des soulèvements observés sont relatifs au droit de vote, il faut ajouter que dans ces sociétés démocratiques les mouvements religieux ont aussi droit de cité. Aux émeutes liées aux questions politiques s'ajoutent des revendications religieuses. Et le fait d'être des interlocuteurs entre Dieu et les hommes n'empêche pas des soulèvements entre les différentes obédiences religieuses, lesquels soulèvements semblent plus mortifères que les précédents.

4-Les émeutes interconfessionnelles

Les conflits opposant les confessions religieuses traduisent la complexification des rapports entre acteurs sociaux. De manière générale le fondement de la plupart des religions, qu'elles soient révélées ou traditionnelles est l'amour du prochain ; mais il est important de constater que les religieux ne sont pas unanimes pour ce qui concerne la compréhension des Saintes Écritures ; ce qui naturellement mène inévitablement à des dérives désastreuses. Quand à cela s'ajoute l'imbrication fusionnelle entre le politique et le religieux, il devient très malaisé de gérer les conflits.

Dans le texte d'Elnathan John la plupart des hommes politiques financent les mouvements religieux afin qu'ils prennent de l'ampleur dans d'autres villes à travers la construction de nouvelles infrastructures, des dons de toutes sortes aux fidèles. On le constate par exemple avec Aladji Usman

Date de réception : 01/05/2022

Date de publication : 01/06/2022

le Sénateur qui construit la mosquée au mouvement salafiste. Inversement les chefs religieux mobilisent les fidèles lors des campagnes et donnent des consignes de vote dans leurs prêches (John, 2019 : 207). De facto ces religieux deviennent les adversaires de ceux qui s'opposent à leur bienfaiteur. Il s'agit là d'un lien étroit, intime qui brouille la ligne de démarcation entre le politique et le religieux. Cela présuppose que tout conflit politique sera religieux et toute atteinte à la religion sera ramenée dans le champ politique. Face à une boucle si fermée, il devient aisé de comprendre l'embrasement que connaît la ville de Sokoto.

Dans le roman d'Elnathan John il y a de vives tensions entre les deux branches principales de l'islam à savoir les sunnites et les chiïtes et leurs sous-composantes. Ce sont de querelles séculaires qui mettent à mal le climat de paix dans la ville de Sokoto. Pour la plupart des habitants de cette unité administrative du Nord du Nigéria, les chiïtes constituent un danger du fait de leur rapprochement avec les branches dures de l'islam et l'adoption de certaines pratiques qui semblent répréhensibles : *« Personne n'aime les chiïtes à Sokoto. Tout le monde pense qu'ils sont dangereux, surtout ceux qui vont étudier en Iran et les malams chiïtes qui acceptent de l'argent du hezbollah pour combattre les Turuq et les Izala. Même Sheikh prêche contre le fait qu'ils ne prient que trois fois par jour au lieu de cinq et qu'ils se conduisent de façon aussi peu civilisée pendant le festival de l'Achoura, se couvrant de boue et de terre, se flagellant, allant même jusqu'à se blesser pour pleurer la mort de l'imam Hussein tué pendant la bataille de Kerbala. »* (John, 2019 : 114).

On peut déjà y voir les prémices de vives tensions et même d'affrontements à la moindre occasion. Dans cet espace on a affaire à des leaders religieux envieux et ambitieux qui tiennent des discours lénifiants et enrôlent des fidèles dans la voie de leur idéologie en leur promettant la vie éternelle. Ils usent de la manipulation en faisant une interprétation du Coran qui va dans le sillage du renforcement de leur idéologie qui n'a de cesse de pousser les croyants à un soulèvement contre l'ordre établi par le régime politique en place. Malam Abdul-Nur met en place un stratagème pour évincer Cheikh Jamal de l'espace public et phagocyter le mouvement salafiste dont il est le leader. Il faut déjà souligner que les deux hommes sont très proches car travaillant en étroite collaboration. Seulement les succès rencontrés par Cheikh Jamal dans la gestion du mouvement religieux suscitent la convoitise et même la haine de Malam Abdul-Nur. La différence fondamentale entre

les points de vue des deux hommes sur plusieurs questions religieuses est le signe avant-coureur des violences futures. Au cours d'un débat télévisé entre Malam Abdul-Nur et Cheikh Jamal, le premier a l'occasion de mettre en avant son point de vue. Là où le leader salafiste propose une intensification de la scolarisation des filles, le chef religieux envieux justifie la déperdition de la société par cette école occidentale qu'il considère comme *haram*, interdite. Cheikh Jamal milite pour une collaboration franche avec le gouvernement ; mais Malam Abdul-Nur pense qu'il faut mettre en place un gouvernement islamique qui appliquerait non pas des lois d'un État démocratique mais plutôt la charia. Il s'agit là de propos dangereux qui mettent la société au bord du péril (John, 2019 : 201). L'inquiétude exprimée par Dantala, le héros dans son journal dans une langue approximative est fondée : « *Mais ce que je trouve aussi idiot c'est ce que dit Malam Abdul-Nur, qu'on devrait résister et combattre le gouvernement parce qu'il ne fait rien à propos des musulmans qui se font tuer par ces Birom à Jos et qu'on devrait brûler tous les endroits où on boit et les mosquées de ceux qui ne sont pas d'accord avec nous.* » (John, 2019 : 105). Mais Malam Abdul-Nur est le genre de personnage qui fait ce qu'il dit et dit ce qu'il fait d'une manière ou d'une autre. La première démarche consiste d'abord à noyauter l'organisation dirigée par Cheikh Jamal, ce qui a pour conséquence de faire partir un grand nombre de fidèles ; ensuite il retourne à son avantage les partenaires saoudiens qui jusque là ont toujours soutenu le mouvement financièrement et enfin il brouille les pistes en attaquant les mosquées sunnites et le leader Cheikh Jamal en faisant endosser cette responsabilité au mouvement chiite (John, 2019 : 140) et à la police. De manière naturelle, la riposte ne se fait pas attendre : plusieurs mosquées du camp adverse sont incendiées, ainsi que de nombreux postes de police, ce qui plonge la ville dans le chaos. La division et le conflit entre les mouvements religieux est l'occasion pour Malam Abdul-Nur de faire entrer en scène les Moudjahidines dont il dirige les exactions. L'une des actions radicales est de faire assassiner le Gouverneur de l'État de Sokoto et surtout d'égorger Cheikh Jamal (John, 2019 : 221).

En voulant imposer son mouvement, Malam Abdul-Nur déclenche un conflit ouvert entre les sunnites, les chiites, les Moudjahidines, la police et l'armée ; d'où l'embrasement apocalyptique observé à Sokoto : « *Un groupe de garçons traîne un homme jusqu'au tas de pneus enflammés. Une foule se forme rapidement. Ils le passent à tabac, d'abord avec des fouets, puis avec*

des bâtons. [...] Ils lui passent une corde autour du cou et le pendent à un manguiier. Puis ils lui jettent des pierres. En quelques heures à peine, des pneus brûlent partout et au moins deux autres moudjahidines ont été tués. » (John, 2019 : 228). On peut ainsi constater une modification radicale dans les soulèvements. Les émeutes de revendications liées à l'amélioration de bien-être social se transforment en émeutes de conquête du pouvoir. Tel un mouvement politique qui veut en imposer aux citoyens, le leader religieux divise les uns et les autres pour mieux se présenter comme le seul bon choix. On se rend compte que l'avènement des sociétés démocratiques entraîne également des crises religieuses du fait des relations à la limite paradoxales entre la religion et la politique. Toute chose qui influence grandement les récits des auteurs, ce qui amène Pius Ngandu Nkashama à parler d'« écritures de la violence » et de rupture. (Nkashama, 1997 : 15). Les émeutes qui au départ sont légitimes dans leurs objectifs deviennent illégitimes dans la mesure où des leaders spirituels veulent transformer un État laïque – principe cher à la démocratie – en État religieux.

Conclusion

Au demeurant, les émeutes parcourent et marquent profondément les œuvres d'Ahmadou Kourouma et d'Elnathan John. Les soulèvements des années 1990 sont celles à travers lesquelles les populations ont dénoncé les pratiques peu orthodoxes des régimes sortant péniblement de plusieurs années de dictature. Ces peuples ont fait valoir leur droit à la parole, ce qui, d'une manière ou d'une autre, a impulsé positivement des changements sociaux observables dans *En Attendant le Vote des Bêtes sauvages*. Seulement l'acquisition des libertés qui implique aussi celles religieuses entraîne des dérives qui trouvent leur justification dans la volonté de certains leaders religieux de mettre carrément de côté la laïcité de l'État pour imposer aux populations un régime théocratique d'obédience islamique comme on l'a vu dans *Né un Mardi*. Quand on sait qu'aujourd'hui la plupart des pays connaissent régulièrement des revendications qui s'ajoutent, pour certains, à la volonté d'hégémonie de mouvements religieux violents comme Boko Haram, on peut dire que les romans étudiés soulèvent des problématiques réelles qui continuent d'interpeller les États africains.



Bibliographie

- Aron, Paul et al. (2002). Dictionnaire du littéraire. Paris : PUF.
- Bachmann, Christian et Leguennec, Nicole (1996). *Violences urbaines*. Paris : Albin Michel.
- Coste, Christine et al. (1991). « La rue prend le pouvoir à quel prix? », dans *Jeune Afrique Économique* N°147.
- Dili Palai, Clément et Paré, Daouda. (2008). *Littératures et déchirures*. Paris : L'Harmattan.
- John, Elnathan (2019). *Né un Mardi*, Yaoundé : Éditions Ifrikiya.
- Kane, Ousmane (2002). « Réflexion sur les émeutes interconfessionnelles du nord du Nigeria », dans *Politique étrangère* Vol. 67, N° 3.
- Koungou, Léon (2010). « Démocratie et fondamentalismes religieux au Nigeria : vivre libre dans la peur », in *Géoéconomique*, N°52).
- Kourouma, Ahmadou (1998). *En attendant le vote des bêtes sauvages*. Paris : Éditions du Seuil.
- Nkashama, Pius Ngandu (1997). *Ruptures et écritures de la violence. Études sur le roman et les littératures Africaines contemporaines*. Paris : L'Harmattan.



